

## FORMATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE ALTERNATIVE



**Une formation scolaire et professionnelle pour la jeune génération des zones rurales qui n'a pas accès à l'école : les enfants reçoivent un enseignement dans des centres de formation alternatifs ou fréquentent les écoles primaires publiques en bénéficiant d'un appui. Ce projet met particulièrement l'accent sur la scolarisation des filles.**

Dans certains pays, les enfants n'ont pas accès à une formation scolaire élémentaire. Diverses raisons l'expliquent: il n'y a pas assez d'écoles, les rares qui existent se trouvent à plusieurs heures de marche, n'ont pas d'eau potable ni d'installations sanitaires. Les enfants tombent malades. Souvent, les parents n'ont pas les moyens de payer les frais de scolarité ; les manuels, l'uniforme, les repas de midi coûtent cher. Les enfants restent à la maison et sont obligés de travailler pour subvenir à l'entretien de leur famille. Par ailleurs, de nombreux jeunes quittent l'école prématurément, sans être préparés à la vie professionnelle.

La mise en place d'un système de formation alternatif offre une réponse à cette situation. Car l'instruction donne les moyens de sortir de la pauvreté et de la dépendance.

Grâce à la formation, les enfants et les jeunes apprennent à gérer eux-mêmes leur vie, à prendre des décisions et à agir de manière autonome.

Dans plusieurs des projets réalisés en Ethiopie, la Fondation Village d'enfants Pestalozzi soutient des organisations locales qui mettent en place, avec les communautés villageoises, un enseignement alternatif, que ce soit au niveau du cycle scolaire ou de la formation professionnelle. Dans le projet de la région d'Amhara, la Fondation est partenaire de l'« Emanuel Development Association » (EDA), une organisation avec laquelle elle coopère depuis plusieurs années.



L'« Emanuel Development Association » juge essentiel que l'initiative d'une formation scolaire soit voulue par les populations concernées. Ce sont les communautés villageoises (parents, représentants de la commune, enseignant(e)s) qui se chargent de construire les centres scolaires et forment sur place des jeunes adultes pour devenir enseignant(e)s. Elles s'efforcent aussi d'introduire des méthodes d'enseignement interactives, adaptées aux enfants. Le plan d'étude des écoles publiques et le matériel pédagogique sont remaniés afin de tenir compte des réalités locales. Le plan d'étude comprend, à côté de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, des thèmes liés à l'environnement, des connaissances de

l'histoire, de la culture et de l'agriculture locales, de l'information sur des questions de santé – le HIV/sida surtout – et une sensibilisation aux droits de l'enfant et à l'égalité entre hommes et femmes. La question de l'égalité revêt une importance particulière si l'on veut améliorer les chances de formation des filles et des femmes.

La promotion des filles et des femmes occupe une place particulière dans ce projet. La possibilité d'accéder à l'instruction à proximité de leur domicile est un premier pas. De surcroît, cette mesure protège les filles contre les viols et autres abus. Dans un second temps, il s'agit d'accomplir un travail de sensibilisation et de renforcer la prise de conscience quant à l'importance de l'instruction des filles. En effet, alors que la proportion des filles et des garçons est équilibrée au moment de leur entrée à l'école, le nombre de filles diminue considérablement au fil des années scolaires, particulièrement lors du passage aux écoles de niveau supérieur.

Durant les loisirs, des activités sont organisées dans le cadre de l'école spécialement pour les filles. Elles font du théâtre, du sport, se réunissent et discutent. Des séances d'information particulières sont consacrées à des thèmes qui intéressent les filles. Ces activités ont pour but, dans leur ensemble, de renforcer l'assurance des filles. Elles visent aussi à pousser les familles à continuer d'envoyer leurs filles en classe et à ne pas les marier dès 14 ans.

Des échanges ont lieu entre les systèmes d'éducation alternatif et officiel afin d'exploiter au mieux les ressources disponibles. Plusieurs centres alternatifs s'associent à une école publique. Cette interaction garantit le passage des élèves – généralement au terme de la troi-

sième année d'école - du système alternatif au système de formation de l'Etat. Par ailleurs, les élèves des écoles publiques bénéficient eux aussi des nouvelles méthodes éducatives mieux adaptées aux enfants.

#### Les chiffres

1900 enfants âgés de 7 à 14 ans bénéficient d'une formation scolaire dans les quatre centres alternatifs et 2660 enfants fréquentant les écoles publiques reçoivent un appui. Un centre de formation alternatif a pu être confié aux communautés locales tandis qu'un nouveau est mis sur pied en 2007. 200 filles participent à des activités visant à renforcer leur assurance et à encourager leur formation scolaire.

35 jeunes effectuent un apprentissage professionnel et acquièrent ainsi des connaissances qui leur offrent un avenir, même en milieu rural. L'eau potable et des sanitaires hygiéniques améliorent les conditions de vie de 5060 enfants – et de 27'040 proches.

Une attention particulière est accordée aux droits de l'enfant: le droit de s'instruire est garanti pour filles et garçons. Les enfants sont informés de leurs droits et y sont attentifs. Des clubs sont mis sur pied pour favoriser la discussion et l'information du public, aussi bien parmi les enfants que parmi les adultes. Les enfants peuvent participer à des conseils d'enfants qui leur offrent l'opportunité de discuter, d'exprimer leur opinion et de décider en commun. Les parents et les habitants des villages sont eux aussi associés au travail de sensibilisation relatif aux droits de l'enfant car ce sont eux qui décident de l'avenir de leurs enfants. La Fondation Village d'enfants Pestalozzi apporte son appui à cette nouvelle orientation. Elle met à profit le savoir-faire acquis au cours de plus de 60 ans d'expérience dans le domaine interculturel et l'éducation à la paix au Village d'enfants Pestalozzi à Trogen.

### La situation politique

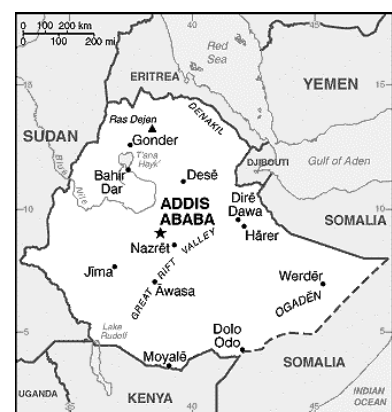
Le continent africain est l'un de ceux qui connaissent les foyers de conflits les plus nombreux. La Corne de l'Afrique (l'Ethiopie, l'Erythrée et la Somalie) ainsi que les pays avoisinants sont embrasés par les crises et les guerres. Durant la période post-coloniale, cette région a été le théâtre des deux guerres les plus tenaces opposant des Etats : la guerre de l'Ogaden entre l'Ethiopie et la Somalie (1977-78) et la guerre le long de la frontière entre l'Ethiopie et l'Erythrée (1998-2000). La « guerre de trente ans » pour l'indépendance de l'Erythrée (1961-1991) a été par ailleurs l'une des guerres civiles et guerres de séces-

Des cycles de formation professionnelle adaptés au marché aident les jeunes à acquérir leur indépendance financière et à contribuer au développement économique de la société. Ils peuvent entreprendre par exemple un apprentissage de maçon, de menuisier ou d'agriculteur. Et leurs efforts sont couronnés de succès. Les petites entreprises locales sont encouragées à former des jeunes. Il arrive aussi que des jeunes participent à la construction des centres scolaires alternatifs. On leur confie la fabrication des bancs, des tables, des cadres de fenêtres et des portes. Une autre possibilité leur est offerte : suivre une formation dans une école professionnelle. Presque tous les jeunes qui en sortent réussissent à s'intégrer dans la vie professionnelle. Dans ce projet, la formation professionnelle a un caractère exemplaire et le modèle est déjà repris dans d'autres régions.

sion les plus longues que le continent africain ait connues ; elle a été suivie par la désintégration de l'Etat somalien dans un climat de guerre qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Ces combats coûtent chaque année la vie à des milliers de civils. Au Soudan, un pays voisin, une catastrophe humanitaire sévit.

La guerre fratricide interminable qui oppose l'Ethiopie à l'Erythrée – la Fondation Village Pestalozzi soutient des projets dans les deux pays – est la conséquence d'une politique désastreuse. Durant la guerre des frontières qui a duré deux ans (1998-2000), 90'000 personnes ont perdu

Les expériences des années passées ont montré que ce type de formation était particulièrement bien adapté aux besoins des enfants et des jeunes défavorisés et aux possibilités de leurs familles. Lorsque ces jeunes rejoignent le système de formation public, ils ont un niveau de connaissance équivalent à celui de leurs camarades scolarisés dans l'école publique. Parfois, ils sont même les meilleurs élèves de leur classe. Grâce à notre organisation partenaire EDA, nous atteignons davantage d'enfants avec moins d'argent et la matière scolaire nécessaire leur est transmise en moins de temps que dans le système de l'Etat. Comme les enfants sont nombreux à devoir travailler, les horaires d'enseignement sont souples. Les élèves peuvent ainsi continuer d'aider à la maison et aux travaux des champs sans manquer les leçons.



la vie. Ce conflit a eu pour conséquence une situation économique catastrophique de part et d'autre ; le climat actuel est tel qu'une guerre pourrait reprendre à tout moment.. Les motifs du conflit avancés

concernent un bout de territoire. Mais le conflit ne se limite pas à cette dimension. Il y a aussi des divergences politiques et économiques. Les dissensions ont conduit finalement à une situation absurde : l'Éthiopie a cessé de faire raffiner son pétrole dans la raffinerie érythréenne d'Assab en raison des prix excessifs ; la raffinerie a donc fait faillite et l'Éthiopie a perdu le libre accès au port d'Assab.

Les pays de la Corne de l'Afrique ont des caractéristiques communes : ils font partie des pays les plus pauvres et les moins développés du monde. Sur l'échelle « Human Development Index » du PNUD (2008) qui comprend 179 États, Djibouti occupe la place 151 et l'Érythrée la place 164 ; quant à la Somalie, elle ne figure nulle part.

L'Éthiopie se situe pour sa part au 169<sup>e</sup> rang. En raison de découvertes très prometteuses, le potentiel concernant les matières premières aura à l'avenir une portée économique et politique cruciale. Actuellement, le commerce extérieur de l'Éthiopie se limite à l'exportation de café. La plupart des Éthiopiens pratiquent une agriculture de subsistance : ils produisent juste ce qu'il faut pour survivre. Les moyens de production, le capital, les connaissances nécessaires ainsi que l'accès au marché leur manquent. Les jeunes ne voient plus d'avenir dans les régions périphériques et affluent vers les villes. Et à un moment donné, les personnes expérimentées qui possèdent les savoirs traditionnels en

matière de culture et d'élevage n'auront plus personne à qui les transmettre.

Les enfants sont les premiers à souffrir de ces conditions de vie difficiles. Les chiffres les plus récents indiquent certes que l'Éthiopie a connu, au cours de ces cinq dernières années, une forte augmentation de la scolarisation au niveau primaire. Près de 75 pour cent des enfants d'âge scolaire entrent à l'école. Mais les filles sont nettement désavantagées : seuls 40 pour cent d'entre elles vont à l'école. On a besoin d'elles comme main-d'œuvre et on les marie très jeunes.

Au cours de la première année déjà, 15 pour cent des élèves cessent de fréquenter l'école. Et le nombre des élèves qui abandonnent précocement l'école et des enfants non scolarisés augmente au fur et à mesure de la scolarité. Ainsi, au niveau secondaire, la proportion des enfants scolarisés s'abaisse à 15 pour cent (garçons) et à 11 pour cent (filles). La proportion des adultes sachant lire et écrire ne dépasse pas 40 pour cent. Parmi les analphabètes, on dénombre une majorité de femmes.

L'infrastructure des écoles laisse en outre à désirer. Elles n'ont généralement ni eau propre ni sanitaires hygiéniques. Il n'est pas rare non plus que les élèves soient entre 90 et 120 à se presser dans la même salle de classe privée de presque tout mobilier : les enfants sont assis par terre et utilisent des rondins de

bois comme pupitre, s'ils ne travaillent pas directement sur leurs genoux. Il y a un livre pour cinq enfants ; les cahiers, les crayons et les tableaux noirs sont une denrée rare. Les enfants n'ont ni place de jeu ni ballon de football pour se distraire pendant la récréation ; ils sont entourés de champs arides aux tons gris-bruns.

Ce projet concerne la région d'Amhara, une région qui connaît l'un des taux de scolarisation les plus bas d'Éthiopie. La commune de Debresina sert de lieu de passage entre la capitale Addis Abeba et les régions de Tigray et Wollo, près de la frontière avec l'Érythrée. Elle est située dans l'une des régions les plus pauvres du pays.

Les familles réalisent un revenu très bas qui leur permet à peine de survivre. Elles gardent leurs enfants à la maison, car elles n'ont pas les moyens de les envoyer à l'école. Par ailleurs, les enfants ne trouvent pas dans leur alimentation ce qu'il leur faudrait pour se développer mentalement et physiquement dans de bonnes conditions. Les enfants doivent contribuer de surcroît, par leur travail, à l'entretien de la famille. Le manque d'eau potable et les installations sanitaires peu hygiéniques exigent chaque jour, de la part des enfants, des heures de marche pour atteindre la source d'eau saine la plus proche. De ce fait, les enfants passent la majeure partie de la journée dans la rue et sont exposés à de nombreux dangers : drogue, tabac, abus sexuels.

## Perspectives

Le projet compte sur la coopération active et l'engagement de tous les intéressés : les enfants, les jeunes, les parents, les communes et les autorités scolaires locales. Lors de la planification et de la mise en œuvre des activités, on veille à tenir compte dans la mesure du possible du potentiel et des ressources de chacun. L'enseignement et le matériel didactique sont faits sur mesure pour répondre aux besoins des enfants ; leurs expériences, idées et critiques sont prises en compte lors de l'évaluation et de l'actualisation.

Pour notre organisation partenaire, « Emanuel Development Association » (EDA), il est essentiel que la population prenne elle-même l'initiative de sortir de la pauvreté. En vertu de ce principe, le groupe cible est étroitement associé au développement du projet.



La formation des enseignant(e)s locaux, des maîtresses et maîtres d'apprentissage ainsi que des participants du projet garantit la prise en charge du projet par la communauté. En outre, elle permet aussi d'élargir les connaissances et les compétences de la population. Cette approche favorise le sens des responsabilités et l'intérêt pour le projet. Sa durabilité est donc garantie.

Les organisations locales et la Fondation Village d'enfants Pestalozzi

gardent toujours à l'esprit, dans leur travail, la perspective de pouvoir se retirer au moment où les projets seront suffisamment stables. C'est pourquoi la responsabilité est confiée dès le départ aux communautés villageoises et aux autorités scolaires de l'Etat sur place : ces dernières collaborent avec les instances de l'Etat responsables de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et du domaine social. Le but est de permettre peu à peu aux centres scolaires alternatifs d'être gérés comme des écoles publiques. Le gouvernement reconnaît l'enseignement alternatif comme équivalent à l'enseignement officiel ; ainsi, il lui accorde son soutien financier afin de pouvoir atteindre d'ici à 2015 l'objectif « Education for all ».

Les expériences recueillies au cours de ce projet sont réinvesties dans d'autres projets de formation et mises à disposition des organisations intéressées et du gouvernement.

La Fondation Village d'enfants Pestalozzi soutient ce projet parce qu'il se fonde sur les besoins culturels et sociaux des enfants et des jeunes. Ainsi, la formation élémentaire peut être ajustée à leurs problèmes et à leur contexte de vie ; par ailleurs, elle s'enrichit des connaissances locales et de l'expérience de la population sur place. Ce type de formation offre à la jeune génération l'opportunité d'améliorer sa situation économique et constitue une bonne base pour promouvoir l'instruction comme un moyen de combattre la pauvreté.

En Afrique de l'Est, la Fondation Village d'enfants Pestalozzi est active sur le terrain en Ethiopie, en Erythrée et en Tanzanie. Elle axe prioritairement son travail sur l'accès à la formation et la promotion d'une

instruction élémentaire de qualité pour les enfants et les jeunes défavorisés des régions rurales et semi-urbaines. Dans les pays mêmes, les différents partenaires et projets sont mis en contact afin de créer des synergies et de favoriser l'échange d'expérience. La fondation soutient activement la collaboration et les contacts supra-régionaux entre les différents partenaires et les autres institutions.

*janvier 2009, wud*

## Les organisations partenaires

L'« Emanuel Development Association » (EDA) est une ONG éthiopienne fondée en 1996 ; elle soutient la formation des enfants défavorisés afin de leur offrir l'opportunité de conquérir leur autonomie et de jouer un rôle actif dans la société. Notre organisation partenaire s'engage également dans la prévention sur le plan de la santé en informant sur le HIV/sida, en favorisant l'accès à l'eau potable, l'installation de sanitaires ainsi que la promotion de sources de revenu alternatives pour les familles.

En Suisse, la Fondation Village d'enfants Pestalozzi a pour partenaire la Direction du développement et de la coopération (DDC).

Autres projets réalisés en Ethiopie : 207 | 216 | 217 | 219 | 220 | 221 : formation scolaire et professionnelle alternative pour les enfants et les jeunes